

est commencé, et, suivant les résultats qu'elle donnera, l'administration agira.

Le militaire

L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur le projet de loi organique militaire, concernant le recrutement. L'art. 1er est adopté avec la modification proposée à la séance précédente par M. Humbert.

Après l'article 1er est également, d'après une nouvelle rédaction proposée par la commission, après un échange d'observations entre MM. Paris et Clamageran.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(De nos correspondants particuliers et par M. SPICALL)

Séance du jeudi 21 juin 1888.
Présidence de M. Méline, président.

La séance est ouverte à 9 heures.

M. Peytral, ministre des finances. — J'ai l'honneur de déposer le projet de budget pour l'exercice 1889. Le projet sera distribué lundi et mardi à la Chambre de nommer la commission du budget le plus tôt possible.

Les accidents du travail.
L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

Par 368 voix contre 52, la Chambre repousse un contre-projet de M. de Clercq, sur l'article premier, relatif aux accidents de travail.

M. Koller réplique en faisant l'éloge des patrons catholiques. La Commission de Commentry a voté contre le projet.

Le contre-projet Koller est repoussé par 335 voix contre 145.

NOUVELLES DU JOUR

Le budget.
Paris, 21 juin. — Voici la comparaison du budget de 1888 avec celui de 1887. Le projet de budget de 1888 laisse apparaître 34,909,904 fr. de recettes nouvelles et 34,837,875 francs de dépenses nouvelles.

La candidature Deroulède dans le Cher.
Paris, 21 juin, 12 h. 42. — Le désarroi le plus complet continue à régner dans le camp boulangériste.

La décision du comité de la rue de Séze n'est pas respectée par tous les partisans du général.

Le mouvement en faveur du maintien de la candidature Deroulède a été brisé, mais ce dernier paraît, quant à présent, peu disposé à encourir, au deuxième tour, les risques d'une aventure dont le dénouement pourrait être plus piteux qu'un premier.

Plus avisé que M. Deroulède en moins confiant dans les renseignements qui lui ont été transmis il serait peu soucieux de s'exposer à un échec retentissant.

La fréquentation des écoles.
Paris, 21 juin, 10 h. 49. — Les municipalités nouvellement élues vont être invitées à nommer, dans chaque commune, les membres de la commission instituée pour surveiller et encourager la fréquentation des écoles.

Changements diplomatiques. — L'état de M. de Bismarck.
Berlin, 21 juin. — Les bruits de changements diplomatiques et du remplacement de M. de Münster, ambassadeur à Paris, sont sans fondement actuellement.

On dément également les bruits sur la santé de Bismarck; le chancelier s'est trouvé un peu fatigué, mais hier il se trouvait bien.

Après la clôture de la courte session du Reichstag et du Landtag, il se rendra à Friedrichshagen.

Un français insulté par des étudiants allemands.

Berlin, 21 juin. — Le National Zeitung dit : « On annonce qu'un Français, en garnison à Friedberg, a été insulté par des étudiants sans motif. Cette affaire est maintenant entre les mains du tribunal universitaire. »

La proposition de M. Pion sur la commission du budget.

Paris, 21 juin. — Une commission spéciale a été nommée aujourd'hui pour examiner la proposition de M. Pion, tendant à exiger la présence de deux tiers au moins des membres de la commission de budget pour que les délibérations soient valables.

Un nouveau démenti sur les transports des fusils Lebel hors de France.

Plusieurs journaux ont reproduit l'information donnée par le Bresse Patriote, et d'après laquelle deux wagons de fusils Lebel seraient tombés entre les mains d'une puissance voisine.

Un conseiller municipal radical.

La Flèche, 21 juin. — Le citoyen Buisson, banquier à La Flèche, qui figurait sur la liste radicale aux dernières élections et qui avait été élu, vient de déposer son bilan.

Un legs de Frédéric III.

Berlin, 21 juin. — L'empereur a légué à l'impératrice Victoria son palais « Sous les tilleuls » de Berlin et son château de Charlottenburg.

Bandes d'internés fuyant en Sibirie.

Saint-Petersbourg, 21 juin. — On signale l'apparition, dans les régions du sud-ouest, de la Sibirie, de bandes d'internés fuyards.

Le comte de Waldersée.

Berlin, 20 juin. — Le bruit court que la position actuelle du comte de Waldersée subirait quelque changement par suite de désaccords avec le chancelier.

M. de Puttkamer.

Berlin, 21 juin. — Déjà on annonce le retour aux affaires de M. de Puttkamer, l'ancien ministre de l'intérieur et ami personnel du nouvel empereur.

M. de Puttkamer redevenu ministre de l'intérieur avec des moyens d'action beaucoup plus étendus que ceux de son prédécesseur (Statistik).

Mesures policières en Allemagne.

La Post croit savoir que des mesures vont être prises d'accord entre le nouvel empereur et le prince de Bismarck dans l'intérêt de la sûreté de l'empire.

Insinuation grave.

Il se prépare maintenant une campagne rétrospective contre Mackenzie et Victoria. M. Schroder, à Vienne, a déjà ouvert le feu. Le scandale va commencer.

Et, tenus en vœux, vous le savez ?
Voici que circule à Friedrichshagen le bruit que des documents précieux ont disparu, et l'on insinue hautement que ce sont les médecins anglais qui les ont expédiés en Angleterre.

MM. Mackenzie et Howel ont fait partir dès jeudi dernier, leurs bagages; et l'on n'a pu plus pour augmenter les soupçons, et vendredi le château était fermé. On dit d'une plume assurée, que le colonel baron Natmer, des Hussards, recat l'ordre de surveiller en personne « les Anglais », et, sitôt que Frédéric est rendu le dernier soir, il les consignera six heures dans leurs chambres, comme d'habitude, et les laissera s'y opposer, sous prétexte qu'il veut voir ses sœurs Potsdam.

Des scènes inouïes ont eu lieu jusqu'à la chambre mortuaire. Le National Zeitung dit textuellement : « Ces détails ne se peuvent pas reproduire, » et il veut dire qu'il y a de la permission de garder le silence.

Aujourd'hui, Victoria veut, à tout prix, quitter l'Allemagne et se retirer en Angleterre. Guillaume II, comme chef de la famille, s'y oppose, sous prétexte qu'il veut voir ses sœurs Potsdam.

On connaît par les prospectus d'émission des obligations à lots de la Compagnie de Panama, les conditions des tirages. Du 16 août 1888 au 15 juin 1891, il y aura six tirages par an : 3 lots de 500,000 francs, 3 lots de 250,000 francs, 3 lots de 100,000 francs et 354 lots variant de 20,000 à 1,000 francs. Et pour participer à tous ces tirages il suffit d'avoir une action qui coûte 349 fr. 84 à verser en dix-huit mois par petites fractions avec des facilités de paiement comme jamais on n'en avait donné.

Ces primes sont garanties exactement comme le sont celles des bons de loteries que le Crédit foncier a émis récemment avec son succès considérable. Or les primes sont, proportions gardées, aussi importantes et elles ont en plus l'attrait de grosses fortunes à réaliser sur le sort d'un numéro.

Les obligations à lots que la Compagnie de Panama émet en ce moment sont aussi avantageuses que ces titres que le public s'arrachait naguère par ce fait seul de leurs primes. Or elles ont été

plus en intérêt de 15 francs payables semestriellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année.

Après la première période de 25 ans dont nous venons de parler il y aura encore 4 tirages par an avec des lots de 500,000 fr., 2 lots de 250,000 fr., 4 lots de 100,000 fr., plus 218 lots variant de 30,000 fr., à 1,000 fr. En outre, l'amortissement de 400 fr. par obligation commencera à partir de 1913.

Et pour garantir ces lots et ces remboursements, une somme de 60 francs sera prélevée à l'émission sur chaque obligation et déposée dans des caisses d'une société civile formée entre tous les souscripteurs des obligations de cet emprunt et placées en Rentes françaises ou en Titres garantis par le gouvernement français. On voit que ces garanties sont absolument certaines.

BULLETIN COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Le commerce des tissus avec la Turquie.

Voici les indications données à ce sujet par le conseil de France à Salonique :

« Tissus de laine et de coton (de 500,000 à 800,000 fr.). — Les tissus français se composent de lainages, de cotonnades, de toiles et de tissus mélangés. Sur un million de francs d'ordinaire, on envoie à Salonique, l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse représentent les trois quarts du capital.

« Ou Lyon particulièrement les tissus français; il n'y a pas de grands efforts à faire pour se substituer aux produits étrangers si l'on veut fermement dans la voie de fabrication très ordinaire. On aurait avantage à introduire le métrage inscrit sur chaque pièce; je veux dire que suivant le nouveau procédé on commande que deux centimètres sur 100 centimètres.

« Soieries (de 200,000 à 300,000 fr.). — Les fabricants de Lyon ont une supériorité incontestable sur la place de Salonique, en même temps qu'elles conservent leur situation par les articles riches, elles ont le rassas de produits ordinaires. On envoie à Salonique, sur ce point les fabrications allemandes sont distancées.

« Nouveautés (de 100,000 à 150,000 fr.). — L'importation des nouveautés augmente sensiblement, principalement pour les qualités ordinaires. Il y a lieu de prévoir de nouveaux articles au milieu de la saison, l'acheteur ne se préoccupant ni du mélange de la chaîne et de la trame, ni de la solidité des couleurs.

M. de Puttkamer.

Berlin, 21 juin. — Déjà on annonce le retour aux affaires de M. de Puttkamer, l'ancien ministre de l'intérieur et ami personnel du nouvel empereur.

M. de Puttkamer redevenu ministre de l'intérieur avec des moyens d'action beaucoup plus étendus que ceux de son prédécesseur (Statistik).

Mesures policières en Allemagne.

La Post croit savoir que des mesures vont être prises d'accord entre le nouvel empereur et le prince de Bismarck dans l'intérêt de la sûreté de l'empire.

Insinuation grave.

Il se prépare maintenant une campagne rétrospective contre Mackenzie et Victoria. M. Schroder, à Vienne, a déjà ouvert le feu. Le scandale va commencer.

Et, tenus en vœux, vous le savez ?
Voici que circule à Friedrichshagen le bruit que des documents précieux ont disparu, et l'on insinue hautement que ce sont les médecins anglais qui les ont expédiés en Angleterre.

MM. Mackenzie et Howel ont fait partir dès jeudi dernier, leurs bagages; et l'on n'a pu plus pour augmenter les soupçons, et vendredi le château était fermé. On dit d'une plume assurée, que le colonel baron Natmer, des Hussards, recat l'ordre de surveiller en personne « les Anglais », et, sitôt que Frédéric est rendu le dernier soir, il les consignera six heures dans leurs chambres, comme d'habitude, et les laissera s'y opposer, sous prétexte qu'il veut voir ses sœurs Potsdam.

Des scènes inouïes ont eu lieu jusqu'à la chambre mortuaire. Le National Zeitung dit textuellement : « Ces détails ne se peuvent pas reproduire, » et il veut dire qu'il y a de la permission de garder le silence.

Aujourd'hui, Victoria veut, à tout prix, quitter l'Allemagne et se retirer en Angleterre. Guillaume II, comme chef de la famille, s'y oppose, sous prétexte qu'il veut voir ses sœurs Potsdam.

On connaît par les prospectus d'émission des obligations à lots de la Compagnie de Panama, les conditions des tirages. Du 16 août 1888 au 15 juin 1891, il y aura six tirages par an : 3 lots de 500,000 francs, 3 lots de 250,000 francs, 3 lots de 100,000 francs et 354 lots variant de 20,000 à 1,000 francs. Et pour participer à tous ces tirages il suffit d'avoir une action qui coûte 349 fr. 84 à verser en dix-huit mois par petites fractions avec des facilités de paiement comme jamais on n'en avait donné.

Ces primes sont garanties exactement comme le sont celles des bons de loteries que le Crédit foncier a émis récemment avec son succès considérable. Or les primes sont, proportions gardées, aussi importantes et elles ont en plus l'attrait de grosses fortunes à réaliser sur le sort d'un numéro.

Les obligations à lots que la Compagnie de Panama émet en ce moment sont aussi avantageuses que ces titres que le public s'arrachait naguère par ce fait seul de leurs primes. Or elles ont été

Condition Publique. — Révisés bi-mensuellement par le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.

Le Comité de la République.